

MINUSMA **HEBDO**

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • numéro 61 • août 2016

PARTENARIAT MALI-MINUSMA DANS LA MISE EN PLACE DU MOC



GAO : LA MINUSMA APPUIE LA REFLEXION SUR LA
GOUVERNANCE PARTICIPATIVE

A MENAKA, LA MINUSMA FINANCE 4 PROJETS A IMPACT
RAPIDE A HAUTEUR DE **100 MILLIONS** DE F CFA

**MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE •
ACCORD DE PAIX : LA SOLUTION • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • REFORMES
DU SECTEUR DE SÉCURITÉ • ACCORD D'ALGER • ENSEMBLE REUSSIR LA PAIX**

SOMMAIRE

DANS CE NUMÉRO

3 LA MINUSMA VIENT DE LIVRER À BON PORT LE MATÉRIEL DESTINÉ AU MÉCANISME OPÉRATIONNEL DE COORDINATION (MOC) DE GAO.

4 GAO : LA MINUSMA APPUIE LA REFLEXION SUR LA GOUVERNANCE PARTICIPATIVE

6 A GAO ET MÉNAKA, LA MINUSMA ET SES PARTENAIRES LANCENT LE "PODIUM DE LA PAIX"

8 JOURNÉE INTERNATIONALE NELSON MANDELA : LA MINUSMA ORGANISE UNE SÉRIE D'ACTIVITÉS À KENIEROBA

10 LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE ET LIÉES AU CONFLIT : LA MINUSMA ET LES ACTEURS DE LA CHAÎNE PÉNALE ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE METTENT EN PLACE DES UNITÉS DE COORDINATION ET DE SUIVI À TOMBOUTOU

12 GAO : L'ASSOCIATION DES ANCIENS COMBATTANTS, VEUVES ET VICTIMES DE GUERRE BÉNÉFICIE D'UN PROJET À IMPACT RAPIDE DE LA MINUSMA

13 PROJETS À IMPACT RAPIDE DE LA MINUSMA : LA JEUNESSE DE GAO REÇOIT UN APPUI DANS LES DOMAINES DE L'AVICULTURE, DU MARAICHAGE ET DE LA PISCICULTURE

14 À MENAKA, LA MINUSMA FINANCE 4 PROJETS À IMPACT RAPIDE À HAUTEUR DE 100 MILLIONS DE F CFA

16 LA MINUSMA RENFORCE LA SÉCURISATION DES POPULATIONS CIVILES À TRAVERS L' "OPÉRATION MEDICA"

17 À TAKALOT, L'UNITÉ DANOISE DE LA MINUSMA VIENT EN AIDE AUX DÉPLACÉS INTERNES

18 L'ACTUALITÉ DE LA MINUSMA EN BREF



3



4



8



14



Adoptez l'éco-attitude
N'imprimez ce document
que si cela est nécessaire !

LA MINUSMA VIENT DE LIVRER À BON PORT LE MATÉRIEL DESTINÉ AU MÉCANISME OPÉRATIONNEL DE COORDINATION (MOC) DE GAO



Le MOC est le principal pilier du volet sécurité et défense de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale au Mali. Il est chargé de conduire le redéploiement progressif des Forces de Défense et de Sécurité reconstituées dans le Nord du pays. Pour commencer, une partie de ces forces constituera les premiers bataillons du MOC qui seront basés d'abord à Gao, Tombouctou et Kidal dans un premier temps, puis à Ménaka et Taoudénit dans le deuxième temps. Chaque bataillon sera composé de six cent (600) hommes dont : deux cent (200) des FAMA, deux cent (200) de la Plateforme et deux cent (200) de la CMA.

Le premier de ces bataillons est celui de Gao dont le site a été déjà emménagé. Pour équiper ce camp du MOC, l'Etat malien a fourni le matériel du campement. C'est pour acheminer ce matériel à Gao que les Forces Armées Maliennes ont sollicité l'appui de la MINUSMA. Ce matériel est composé d'effets d'habillement,

de campement, de matériels de couchage et d'ameublement. Ce sont entre autres trente (30) tentes de 20 places, 600 tenues treillis, 600 couvertures et ustensiles de cuisine qui viennent d'être acheminés sur Gao afin de permettre à ce premier bataillon du MOC d'être opérationnel dans les meilleurs délais.

L'acheminement de ce matériel est d'autant plus important que les premières patrouilles mixtes (FAMA, Plateforme et CMA) sont prévues dans les semaines qui viennent. Ces patrouilles mixtes interviendront après un DDR accéléré et une formation des 600 combattants de ce premier bataillon du MOC.

Après le MOC de Gao, ce sera ensuite le tour de celui de Tombouctou dont le site a été identifié et reconnu, puis celui de Kidal dont le site retenu fera bientôt l'objet d'une mission de reconnaissance.

GAO : LA MINUSMA APPUIE LA REFLEXION SUR LA GOUVERNANCE PARTICIPATIVE



Pour aider à mieux comprendre ce concept un peu abstrait pour beaucoup de citoyens maliens, la Section des Affaires civiles de la MINUSMA, en partenariat avec le ministère de l'Administration territoriale et de la Réforme de l'Etat, a organisé du 17 au 18 août 2016 au siège du Conseil régional de Gao, un atelier de réflexion sur la gouvernance participative. La rencontre de deux jours a regroupé une soixantaine de personnes représentant les autorités administratives, les collectivités décentralisées, les organisations de la société civile et les médias des cercles de Gao, Ansongo et Bourem, trois des quatre cercles qui constituent la région de Gao, après l'adoption de la loi créant celle de Ménaka.

L'atelier avait pour objectif global de renforcer le système de prévention des conflits à travers une méthodologie de prise de décisions concertée et

d'échange d'idées dans la conduite des affaires des collectivités territoriales. Il vise aussi à soutenir l'émergence d'une société civile neutre, de niveau local, à travers la promotion de l'exercice de veille citoyenne. Boubacar Bagayoko, Directeur de cabinet du Gouverneur de la région de Gao a présenté l'enjeu de cette rencontre en ces termes : « avec le processus de la décentralisation en cours, les élus jouent un rôle prépondérant dans la gestion des actions de développement de leurs collectivités territoriales respectives et cela sous le contrôle attentif de leur autorité de tutelle et sous le regard attentif des populations sur l'ensemble de leurs actes ».

Pour rappeler le bien-fondé de l'intervention de la MINUSMA dans ce domaine, Issa Thioune, Représentant du Chef du Bureau régional de la Mission à Gao dira que « l'Accord pour la paix et la

réconciliation nationale issu du processus d'Alger reconnaît lui-même dans son préambule, la nécessité d'une gouvernance conforme aux spécificités géo-historiques et socio-culturelles. Ce qui veut dire que parler de la Gouvernance Participative n'est pas un vain mot. Il s'agit plutôt d'esquisser des formules de gestion des affaires publiques suscitant la pleine et entière adhésion de ceux aux noms desquels nous parlons de Gouvernance ».

Quatre thèmes en lien avec la gestion décentralisée du pouvoir, assortis de recommandations, ont ponctué les travaux de l'atelier : i) introduction à la gouvernance et à la régionalisation, ii) gouvernance et contrôle des finances publiques, iii) gouvernance environnementale : état des lieux et défis des collectivités territoriales en situation post-crise et iv) rôle de veille de la société civile. Les échanges sur le processus de bonne gouvernance ont eu lieu à travers l'examen des textes législatifs et des documents légaux sur la gouvernance au Mali.

'UN CLIMAT DE CONFIANCE..., GAGE D'UNE PAIX DURABLE'

En effet, pour obtenir l'engagement des différents acteurs dans le domaine de la gouvernance, il est nécessaire d'effectuer un transfert ou une décentralisation du pouvoir avec les moyens subséquents. « Il est question d'être redevable envers nos braves populations en prenant des dispositions idoines mettant le citoyen au centre de l'action gouvernementale » a rappelé le Directeur de cabinet du Gouverneur.

Pour sa part, le Représentant du Chef du Bureau régional de la MINUSMA à Gao a exhorté les participants à mettre l'accent sur la création d'un environnement de confiance entre administrateurs et administrés dans le contexte post-crise qui est celui du Mali. « Il s'agit d'instaurer un climat de confiance entre nous et les communautés, gage d'une bonne collaboration, d'une quiétude et d'une paix durable dans notre façon de parler, de faire et de pratiquer » a-t-il poursuivi.

La formation a permis d'affiner les connaissances des participants sur la pratique de la décentralisation comme élément clé de la gouvernance au Mali. « Nous remercions la MINUSMA et ses partenaires pour nous avoir fait venir de nos collectivités lointaines pour nous permettre d'échanger sur ces thèmes qui constituent pour nous un problème de connaissance des textes et un problème d'application des textes. A l'issue de ces deux jours, nous avons beaucoup appris. Si nous voulons appliquer dans nos collectivités ce que nous avons appris ici sous la vigilance de nos autorités, nous devons nous même nous battre pour

mettre complètement fin à cette crise » a estimé Albachar Ag Hamadou, adjoint au maire de Talataye, arrondissement situé dans le cercle d'Ansongo. Ce qui confirme les propos de Boubacar Gazera Maiga, un des adjoints au Maire de la commune urbaine de Gao, qui dès l'entame des travaux a exprimé ses attentes en disant : « Je suis sûr que les participants sortiront de cet atelier mieux outillés et responsabilisés sur le nouveau mode de gestion des collectivités territoriales ».

DES PRIORITÉS D'ACTIONS DÉGAGÉES

Un ensemble de recommandations et de propositions concrètes pour l'avenir de la décentralisation et de la gestion des collectivités au Mali ont été faites par rapport à chaque thème. L'atelier a de ce fait retenu comme prioritaires et urgentes les actions suivantes : i) - Gouvernance-régionalisation : Veiller à l'organisation des élections transparentes et crédibles ; Vulgariser les textes législatifs et réglementaires et les faire respecter ; Exiger un minimum requis (Diplôme d'Études Fondamentales) pour l'élection des maires ; Redéployer tous les services techniques au niveau de toutes les collectivités territoriales ; Diligenter le transfert des ressources ; Diligenter le processus de régionalisation ; Diligenter le processus de DDR ; Etc. ii) - Contrôle des finances publiques : Améliorer le contrôle des services publics de l'Etat et des CT ; Exiger une gestion transparente des ressources des collectivités territoriales ; Assurer une gestion transparente des ressources publiques ; Procéder à un contrôle systématique des ressources de l'Etat au moins 2 fois par an ; Entreprendre un contrôle physique des agents des services publics et des collectivités territoriales ; Etc. iii) - Gouvernance environnementale : Diligenter l'application de la loi sur l'utilisation des plastiques, son importation, sa fabrication et son utilisation ; Appliquer les textes (sanctionner) les mauvaises pratiques liées aux eaux usées ; Appuyer les services techniques de la protection de l'environnement dans leurs missions régaliennes (création de brigades) ; Appuyer techniquement et financièrement toutes les initiatives des gestions et de protection de l'environnement portées par la société civile et les collectivités territoriales ; Etc. iv) - Rôle de veille de la société civile : Former, informer, sensibiliser, outiller la société civile afin de lui permettre de jouer pleinement son rôle de veille citoyenne ; Impliquer les Organisations de la Société Civile (OSC) dans la prise de décisions nationale, régionale et locale ; Améliorer la collaboration et la concertation entre gouvernants et gouvernés ; Prendre en compte la représentativité des femmes et des jeunes dans les instances de décision ; Etc.

A GAO ET MÉNAKA, LA MINUSMA ET SES PARTENAIRES LANCENT LE "PODIUM DE LA PAIX"



Le Conseil régional des jeunes de Gao et le Collectif des rappeurs "Haut-Parleurs" des cercles d'Ansongo, Bourem, Gao et de la région de Ménaka ont mis à profit les vacances scolaires pour lancer ce mardi 16 août l'atelier de formation des jeunes sur l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale issu du processus d'Alger. L'activité est relative à l'exécution du projet "Podium de la Paix", un concours national de rap et de slam pour tous les artistes en herbe du Mali qui devront chanter sur la paix, la réconciliation et la responsabilité de la jeunesse dans la mise en œuvre de l'Accord.

L'atelier vise donc à préparer ces jeunes à s'approprier du contenu de l'Accord et d'autres modules connexes. « Vous n'avez pas besoin d'armes pour faire quoi que ce soit car vous avez déjà une arme que personne ne peut vous enlever, et cette arme c'est votre talent. Vous avez les mots, utilisez ces mots, les bons mots pour sensibiliser les autres. Utilisez ces bons mots pour que la paix soit contagieuse. Essayons de faire de ce projet « Podium de la Paix

» une action contagieuse qui rassemble tout le monde, unis pour aller vers le processus de paix et vers la mise en œuvre de l'accord. C'est un cadre dans lequel nous nous retrouvons pour une paix durable » a lancé Samantha Buonvino, responsable de la Section régionale de l'information publique et de la communication de la MINUSMA.

DES SPECTACLES VIVANTS POUR VÉHICULER DES MESSAGES DE PAIX

Le rapp et le slam sont généralement appréciés par les jeunes qui, regroupés au sein d'un collectif baptisé "Haut-Parleurs", vont s'immerger dans cet univers et seront chargés de mobiliser les rappeurs et slameurs en herbe des régions de Gao et Ménaka à s'inscrire au concours. Le but est de participer, avec la collaboration du Conseil régional et de ses démembrements, aux phases éliminatoires qui doivent se tenir dans chaque cercle. Pour renforcer la mobilisation effectuée par les "Haut-parleurs". Des spots publicitaires ont commencé à être diffusés sur



certaines radios. « Les jeunes ont pris cette initiative "Podium de la Paix" et ont bénéficié du soutien du Conseil régional de la jeunesse. La MINUSMA a apporté son soutien technique et financier et nous voici devant le résultat recherché. C'est extraordinaire ! Si nous travaillons à multiplier ce genre d'initiative, c'est sûr que nous puissions faire de bonnes choses dans les jours à venir » a estimé Boubacar Maiga, membre du Conseil régional de la jeunesse de Gao.

Au-delà de la sensibilisation sur le contenu de l'Accord, les jeunes ont aussi été informés sur la résolution 2295 (2016) qui confirme le nouveau mandat de la MINUSMA, la résolution 2250 (2015) du Conseil de Sécurité sur la jeunesse, la paix et la sécurité. « Cette formation vous permettra, nous le souhaitons, de mieux comprendre le contenu de l'Accord, les évolutions dans le cadre de sa mise en œuvre et surtout de pouvoir vous y situer efficacement, car le Mali, un Mali uni, en paix et prospérité est ce qui est de votre droit et devoir. La formation sera aussi une occasion pour mieux comprendre le mandat de la MINUSMA, car nous sommes ici avec vous et nous devons marcher ensemble, main dans la main, pour aboutir à une paix

durable au Mali » a dit M. Mohamed El – Amine SOUEF, Chef du bureau régional de la MINUSMA à Gao. Les différents modules ont été animés par l'équipe de la Section de l'Information publique, celles des Affaires politiques et des Affaires civiles de la MINUSMA ainsi que des membres du Conseil régional de la jeunesse de Gao. Les sections DDR, Droits de l'Homme, Police et Force de la MINUSMA étaient également représentées en vue d'apporter des réponses aux différentes questions des jeunes.

Dans les jours à venir, les villes de Bourem, Ansongo, Ménaka et Gao organiseront chacune leur "Podium de la Paix" à travers lesquels seront repérés les meilleurs de chaque localité qui se retrouveront à Gao pour une finale prévue le 21 septembre journée internationale de la paix. De même qu'à Gao comme à Ménaka, le "Podium de la Paix" sera organisé dans d'autres régions du Nord du Mali et le district de Bamako, en collaboration avec les organisations de jeunes. Une finale sera également organisée dans chacun des chefs-lieux le 21 septembre. Il s'agit du point de départ d'une action de sensibilisation, avec comme point d'orgue la participation des jeunes à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation.

JOURNÉE INTERNATIONALE NELSON MANDELA : LA MINUSMA ORGANISE UNE SÉRIE D'ACTIVITÉS À KENIEROBA



Dans la commune rurale de Bancoumana, la localité de Kéniéroba, située à environ 60 km de Bamako, a abrité le samedi 13 août 2016 la Journée internationale Nelson Mandela en reconnaissance et en hommage à l'œuvre accomplie par l'ancien Président sud-Africain et en soutien à tous les détenus du monde. Kéniéroba abrite en effet un Centre pénitentiaire agricole qui a servi de cadre à cette commémoration organisée par la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSMA, en partenariat avec le ministère malien de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, représenté à l'événement par la Direction nationale de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée (DNAPES).

La résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies a retenu la date du 18 juillet comme « Journée Nelson Mandela » pour faire honneur à la contribution apportée par l'ex-Président sud-africain à la culture de la paix, de la justice, de la liberté et de la démocratie. L'illustre homme a en effet consacré 67 années de sa vie au service de l'humanité, en tant qu'avocat des droits de l'homme, prisonnier de conscience et premier président démocratiquement élu d'Afrique du Sud, une des plus grandes nations du continent.

De nombreuses personnes dont les notabilités du village de Kéniéroba, le personnel dudit Centre, les représentants du PNUD, du CICR et d'autres partenaires du Mali venant de la Mission EUCAP Sahel au Mali, de l'EUTM et de l'Ambassade de Suède ont pris part à l'activité. La MINUSMA était représentée par Djibril Ly, Chef de la section des affaires judiciaires et pénitentiaires (SAJP).

La cérémonie célébrée en différé ce 13 août était présidée par le Sous-préfet de Siby qui avait à ses côtés le Maire de la commune rurale de Bancoumana, localités voisines de Kéniéroba. Dans son discours de bienvenue, le Maire Adama Dantouman Camara a remercié la MINUSMA pour le choix porté sur sa commune et surtout, sur le Centre pénitentiaire qui, selon lui, « constitue la fierté de Kéniéroba ». Il a salué les efforts déjà faits par les partenaires du Mali et la MINUSMA et exposé les besoins de toute la population. Pour le Maire, le Centre est « un lieu collectif dont l'influence sur la commune est très importante et tout investissement, toute activité au centre est un pas vers le développement de la commune ». Le Maire de cette commune frappée par la pauvreté a invité la MINUSMA à penser à la commune pour d'autres actions de développement, car « un grain semé dans la commune est aussi un gain pour le Centre ».

CULTIVER UN SYMBOLE DE RÉUSSITE APRÈS LA DÉTENTION

Le Directeur de la DNAPES, Yaya Koné a quant à lui et au nom du Ministre de la justice empêché, félicité et remercié la MINUSMA pour toutes les actions en faveur des prisons du Mali, en ces termes : « Grâce à la MINUSMA et surtout à la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires, plus rien ne sera comme avant. Vous avez apporté à la prison d'ici vos génies et vos sens humains ». Pour susciter l'émulation chez les détenus, le Directeur Il a exposé le dur et instructif parcours de Nelson Mandela qu'il a qualifié « de messie de la paix et de symbole de réinsertion ». De la prison, Mandela est sorti sans rancune et plein d'espoir. Ce qui lui a valu une reconnaissance et une estime mondiales faisant de lui le président le plus dévoué dans les règlements des conflits et la protection des droits de l'homme. Yaya Kone a par la suite demandé aux employés et détenus du Centre de s'inspirer de Mandela afin de former « le pensionnaire du futur », celui qui « rentre et sort avec l'espoir » de réaliser quelque chose d'utile pour sa communauté.

A son tour, Djibril Ly, Chef de la section des affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSMA a présenté cette journée comme celle du souvenir de l'Homme Mandela, « courageux, fort, mais surtout apôtre de la paix, du pardon, et symbole de réussite après la détention ». Il a souhaité que le Centre de Kéniéroba produise de nombreux Mandela, « des détenus qui y sortent avec espoir et connaissance et s'intègrent plus facilement à la société ». Pour lui, la prison est le premier lieu qui permet « de mesurer la gouvernance dans un pays » et « l'intérieur d'une

prison dans une société est le reflet de l'intérieur de cette société ». Il a conclu à la nécessité « de prêter attention aux détenus qui ont un besoin d'assistance, de soutien et d'espoir ». M. Ly a cité les actions déjà réalisées par sa section et s'est engagé avec ses équipes, à continuer dans cette voie. En guise de promesse allant dans ce sens, il a fait part du projet d'environ 100 millions de FCFA prévu dans le budget 2016-2017 de la MINUSMA, au compte de la SAJP, pour la réalisation de diverses activités en faveur du Centre.

Après les discours d'ouverture de la journée, les participants ont assisté aux activités prévues dans le programme : la remise symbolique au Directeur de l'Administration Pénitentiaire et de l'Éducation Surveillée et au profit du Centre, de matériels aratoires constitués de 70 unités de houes, pelles, arrosoirs et pioches, la visite des stands d'exposition retraçant les réalisations de la SAJP en faveur du système judiciaire et pénitentiaire malien.

Les participants ont enfin été invités à la plantation d'arbres offerts par la MINUSMA composés de 40 manguiers et de 3000 pieds d'eucalyptus. Tour à tour, le sous-préfet, le chef de la SAJP, le maire, les notabilités, les représentants des PTF et les détenus ont symboliquement planté des arbres. Il est à noter que ce mois d'août est celui consacré depuis 1996 par les autorités maliennes comme mois de reboisement. La SAJP par cette activité, s'inscrit donc pleinement dans la commémoration de ce mois et y apporte sa contribution. La journée a pris fin par un déjeuner de l'ensemble des participants offert par la SAJP.



LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE ET LIEES AU CONFLIT : LA MINUSMA ET LES ACTEURS DE LA CHAÎNE PENALE ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE METTENT EN PLACE DES UNITES DE COORDINATION ET DE SUIVI A TOMBOUCTOU



Du 9 au 11 août dernier, le Bureau régional de la MINUSMA à Tombouctou a organisé un atelier de renforcement des capacités en matière de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre liées au conflit, au profit des acteurs de la chaîne pénale et des organisations de la société civile de la région. Cette activité s'inscrit dans le cadre du Plan annuel pour l'amélioration de l'accès des femmes victimes de violences sexuelles et basées sur le genre à la justice et à la sécurité dans le processus de consolidation de la paix au Mali.

La cérémonie d'ouverture de l'atelier s'est déroulée au Centre Ahmed Baba de Tombouctou, sous la présidence du Directeur du Cabinet du Gouverneur

de Tombouctou, en présence du Chef du Bureau régional de la MINUSMA, ainsi que du Chef d'équipe de la Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaire et ses collaborateurs. L'atelier a réuni une trentaine de participants, dont des représentants des organisations de la société civile, des éléments de l'administration pénitentiaire, de la justice et des Forces de Sécurité Maliennes. L'objectif visait à renforcer les acteurs en matière de répression des violences sexuelles et basées sur le genre liées au conflit.

Le Directeur de Cabinet du Gouverneur de Tombouctou a remercié la MINUSMA pour son accompagnement constant et multiforme dans la quête permanente de préservation des droits des

couches vulnérables, en particulier les femmes, les filles et les enfants. « Cet atelier cadre avec la vision du gouvernement du Mali, de prendre à cœur la question du genre. Cette approche se matérialise par le renforcement des capacités institutionnelles, des tribunaux, des acteurs de la chaîne pénale, des forces de sécurité maliennes et des organisations de la société civile en matière de répression de ces violences basées sur le genre et de l'opérationnalisation d'unité de coordination au sein des Cours et Tribunaux et des services de sécurité, » a-t-il déclaré.

La situation des victimes des violences sexuelles et basées sur le genre dans les régions du Nord du Mali demeure préoccupante. En effet, l'occupation des régions du Nord Mali, en 2012 par des groupes armés, suivie d'une crise politique, institutionnelle et sécuritaire, a profondément déstabilisé le pays. Plusieurs formes de violences sexuelles liées au conflit ont été commises et continuent à être signalées, y compris des viols parfois collectifs, des enlèvements pour viols, des mariages forcés, l'exploitation et l'esclavage sexuels et la prostitution forcée dans ces régions. Certaines victimes préfèrent garder le secret par peur des représailles, de rejet social, de honte ou d'humiliation... Les conséquences de cette crise se traduisent par un profond traumatisme des populations et des victimes en les plaçant celles-ci dans une situation particulière de vulnérables.

Le Chef du Bureau régional de la MINUSMA, Riccardo Maia a rassuré les autorités maliennes de l'engagement de la MINUSMA conformément à son mandat de contribuer au renforcement de l'Etat de droit et à la consolidation de la paix au Nord du Mali. « La prise en charge des problèmes liés à ce type de violences, associés à un conflit armé, passe, en effet, inéluctablement par la bonne application du droit national qui comprend aussi bien les textes nationaux qu'internationaux ratifiés par le Mali. Elle passe également par une conjugaison d'effort entre tous les acteurs engagés dans la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre dont vous êtes les composantes incontournables. Cela suppose non seulement la connaissance des textes applicables et la procédure à suivre mais également la compréhension des rôles et responsabilités, » a-t-il déclaré.

DES MOYENS POUR LUTTER CONTRE DES ACTES INVALIDANT LES VICTIMES

Au cours de trois jours de travaux les stagiaires se sont penchés, notamment, sur l'état des lieux de la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre

liées au conflit à Tombouctou, le rôle et la place de la prise en charge judiciaire, les enjeux et défis et les mesures de prévention et de protection des victimes, le cadre juridique national et international en matière des violences sexuelles et basées sur le genre commis lors des conflits armés, la responsabilité des acteurs de la chaîne pénale dans le suivi judiciaire des dossiers de viol et violences sexuelles, le respect du droit de la défense (de l'accusé pour viol ou violences sexuelles) dans toutes les phases de procédure judiciaire, les techniques d'investigation des cas des violences sexuelles commises en période de conflit, ainsi que la responsabilité des Unités de coordination et de suivi de la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre. « J'ai toujours eu des difficultés de la procédure à suivre en cas de viol, pour mettre aux victimes d'avoir accès à la justice et à la réparation. Avec cette rencontre j'ai été suffisamment outillée pour mieux jouer mon rôle de conseiller juridique, » s'est réjouie Mme Gabamba Niamoye Alidji, Coordinatrice de la Clinique Juridique Demesso.

A l'issue de l'atelier, six Unités de coordination et de suivi de la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre au sein de la chaîne pénale (Police -Parquet -Justice et Administration Pénitentiaire) et de la société civile ont été mis en place. D'importants lots de matériel, financé par la MINUSMA à hauteur de 30 millions de francs CFA environ, répartis entre Gao et Tombouctou, ont été remis à ces Unités. La remise officielle est intervenue lors de la cérémonie de clôture de l'activité, organisée le 11 août, au Centre Ahmed Baba, sous la présidence du Directeur du Cabinet du Gouverneur de Tombouctou, en présence des bénéficiaires, ainsi que du Chef du Bureau régional de la MINUSMA/Tombouctou et du Commandant régional UNPOL par intérim.

Les différents lots sont composés de : ordinateurs, dictaphones, imprimantes, appareils photo numériques, fournitures de bureau. Ils sont destinés aux travaux de bureau et de communication entre les unités nouvellement mises en place et les autres sources d'information. « En plus des connaissances acquises au cours de ces trois jours de rencontre, nous avons bénéficié de matériels et équipements pour rehausser l'éclat de l'administration pénitentiaire par rapport aux victimes des violences basées sur le genre et liées au conflit et des acteurs incriminés qui sont mis au niveau de notre détention, » a souligné Adama Guindo, Directeur Régional de l'Administration Pénitentiaire et de l'Education Surveillée de Tombouctou.

GAO : L'ASSOCIATION DES ANCIENS COMBATTANTS, VEUVES ET VICTIMES DE GUERRE BÉNÉFICIE D'UN PROJET À IMPACT RAPIDE DE LA MINUSMA



« Aujourd'hui, nous sommes heureux, grâce à la MINUSMA de démarrer les travaux de réhabilitation et de la construction d'un nouveau bureau, d'un hangar, de deux latrines hommes et femmes et de matériel pour l'assainissement. Je voudrais saisir l'opportunité pour remercier sincèrement la MINUSMA pour cette marque de solidarité envers ces hommes et femmes qui ont servi avec loyauté ce pays pendant plusieurs décennies », tels étaient les mots de joie et de reconnaissance prononcés le 10 août par le Lieutenant-colonel à la retraite Minkailou H. Maiga, président de l'association citée, à l'occasion de la cérémonie de lancement des travaux de réhabilitation et de construction de la Maison des anciens combattants, veuves et victimes de guerre de Gao, un local ayant vocation de service social au profit des groupes cibles concernés.

Une ambiance festive régnait devant les locaux de l'association sise juste derrière la Brigade de gendarmerie de la ville de Gao. Les anciens combattants présents à ce lancement ne pouvaient s'empêcher de faire des allers-retours sous la cadence de la fanfare régionale. Une minute de silence a aussi été observée à la mémoire de ceux qui sont tombés sur le champ de l'honneur. Parmi les invités à cette cérémonie, figurait le Général de Division Michael Lollesgaard, Commandant de la Force de la MINUSMA, accompagné par le Général de Brigade Moustapha Kamal Rusho, Commandant de la Force du secteur Est de la MINUSMA. Les représentants des Sections Affaires civiles, Stabilisation et relèvement ont également pris part à l'évènement.

Selon le président de l'association, la Maison des

anciens combattants, veuves et victimes de guerre de Gao a été construite depuis 1948. 68 ans après, elle avait besoin d'être refaite pour mieux servir ces hommes et femmes qui ont beaucoup donné à la nation. « Convaincue des efforts de tous les acteurs et particulièrement ceux des anciens combattants, pour la paix définitive au Mali, la MINUSMA et le système des Nations Unies dans son ensemble, réitère son ambition de travailler avec le gouvernement et tous les partenaires techniques et financiers dans la réalisation de projets structurants pour le bénéfice de la population » a déclaré M. Issa Maiga, représentant du Chef de bureau de la MINUSMA à Gao.

Pour la circonstance, M. Abdoulaye Coulibaly, Préfet de Gao et Représentant du Gouverneur de la région, a salué l'initiative et plaidé pour sa poursuite et son extension à d'autres. « Ce projet financé par la MINUSMA s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement des initiatives du gouvernement du Mali dans son programme de reconstruction et de réhabilitation des régions du nord de notre pays qui, comme vous le savez, ont été, ces dernières années, victimes de violences et d'aléas de tous ordres. C'est pourquoi nous l'accueillons avec toute la gratitude nécessaire et sollicitons par la même occasion, sa poursuite et son extension à d'autres corporations et couches vives de notre circonscription » a-t-il dit.

La cérémonie de lancement des travaux de réhabilitation et de construction des locaux de l'association des anciens combattants, veuves et victimes de guerre de Gao a pris fin par une visite des lieux. Le projet a coûté plus de 25 millions de francs CFA entièrement financés par la MINUSMA.

PROJETS À IMPACT RAPIDE DE LA MINUSMA : LA JEUNESSE DE GAO REÇOIT UN APPUI DANS LES DOMAINES DE L'AVICULTURE, DU MARAICHAGE ET DE LA PISCICULTURE



La division des affaires civiles du bureau régional de la MINUSMA à Gao a procédé ce mardi 10 août au lancement d'un projet à impact rapide sur l'aviculture, la pisciculture et le maraichage à l'endroit de la jeunesse de Gao. Piloté par l'Association des jeunes pour le développement de l'agriculture, la pêche et l'élevage de Gao, ce projet vise à augmenter les possibilités de création d'emploi pour les jeunes de Gao, freiner l'exode rural et l'engagement des jeunes dans les mouvements armés.

« Mes remerciements vont à l'endroit de la MINUSMA pour avoir fait confiance à ces jeunes. Ce projet va faire occuper une trentaine de jeunes et j'espère qu'ils n'auront que le travail dans leur tête. Une fois que le profit se présentera à l'issue du projet, ils penseront à construire leur avenir. Je crois que nous sommes en train de vivre l'une des meilleures situations dans la ville de Gao. Merci encore à la MINUSMA pour l'appui et courage aux jeunes pour un meilleur rendement » a lancé M. Aboubacrine Bouheinata, Président du conseil régional de la jeunesse de Gao.

Ce projet financé à hauteur de 25 millions de francs CFA, compte créer 30 emplois directs dont 10 au profit

de personnes à motricité réduite et va bénéficier à plus de 2500 personnes. Il sera réalisé sur un hectare de terrain qui sera entièrement clôturé. La sécurité du site est assurée par les jeunes de l'association. « Ce projet va nous permettre de montrer notre capacité d'action. Nous voulons contribuer à la production locale à travers ce projet. Nous allons produire des poulets de chair à travers 1000 poussins que nous allons acheter et qui seront vendables au bout de 45 jours » a expliqué M. Kalifa Oumar, vice-président de l'Association des jeunes pour le développement de l'agriculture, la pêche et l'élevage.

Au bureau régional de la MINUSMA à Gao, des rencontres se multiplient avec la jeunesse pour qu'elle propose des projets qui seront soutenus par la Mission. « L'idée, c'est d'être là pour accompagner les jeunes de Gao à ce qu'ils puissent progresser dans ce qu'ils veulent faire. Ce sont eux qui ont identifié ce projet et la MINUSMA ne fait que les accompagner et nous attendons de recevoir encore d'autres projets de ce genre qui puissent permettre aux jeunes de se prendre en charge » a déclaré M. Narcisse Dongar, Officier des Affaires Civiles du bureau régional de la MINUSMA.

A MENAKA, LA MINUSMA FINANCE 4 PROJETS A IMPACT RAPIDE A HAUTEUR DE 100 MILLIONS DE F CFA



La commune urbaine de Ménaka a accueilli ce mardi 9 août une délégation venue de Gao, pour procéder au lancement de quatre projets de construction et de réhabilitation d'infrastructures qui contribueront à la restauration d'une paix durable, de la cohésion sociale et l'accès des populations à la justice. Ces projets portent sur la réhabilitation de la Maison d'arrêt, du Tribunal de première instance initialement, de la Station de Radio rurale et du Stade omnisports de Ménaka, nouvelle région administrative du Mali en manque d'infrastructure et de structure de développement.

La délégation venue pour la circonstance était composée du représentant du Chef du Bureau régional de la MINUSMA à Gao, du Président du Tribunal de grande instance (TGI) de la région de Gao, du Procureur de la République près le TGI de Gao, du Directeur régional de l'administration pénitentiaire et d'un Officier de la section des Droits de l'Homme de la MINUSMA.

M. Mohamed Haidara, nouveau Préfet d'Inegar, représentant le Gouverneur de la région de Ménaka à la cérémonie commente l'investissement de la MINUSMA en ces termes : « Jusque-là, nous n'avions que l'exécutif à Ménaka et pas le judiciaire et vous savez ce que cela pose comme problème dans la vie quotidienne des populations. Le commissaire de brigade qui est là, travaille dans d'énormes difficultés par manque de juge et de prison. Souvent, il est obligé de s'organiser avec les forces de sécurité pour transporter les suspects à Gao pour les mettre à la disposition de la justice. Donc nous sommes très joyeux de vous voir venir pour faire le lancement de la réhabilitation du palais de justice et de la prison ».

L'ACCÈS À LA JUSTICE, UN DÉFI À LA PAIX DURABLE

Après une visite guidée des quatre sites déjà en construction dont l'un en finition, la délégation

s'est arrêtée dans les locaux en réhabilitation du Tribunal pour échanger avec les représentants des organisations de la société civile invités à la cérémonie. « Votre arrivée ici aujourd'hui est salubre parce que vous venez pour réhabiliter ce qui a été détruit pendant la crise, surtout dans le domaine de la justice. On ne peut parler de justice, sans prison, sans magistrat... Donc j'aimerais dire au procureur de la république que nous n'avons pas de juge et nous vous demandons de transmettre cette doléance à qui de droit. Nous souhaitons que le juge soit ici avant la fin de la construction de la prison et du palais de justice » leur a laissé entendre Nanoute Ag Kotia, Maire de la commune urbaine de Ménaka.

La délégation a reconnu la nécessité de faire venir les acteurs judiciaires dans la nouvelle région. « Je tiens à vous garantir que dès notre retour à Gao, nous en ferons notre premier souci en informant qui de droit pour que vous ayez un juge. Nous même étions surpris qu'il n'y ait pas de juge au cours des mutations à Ménaka. Comme vous l'avez bien dit, il ne peut y avoir de tranquillité et de paix dans un endroit où il n'y a pas de justice. Il faut que les acteurs soient là. Nous avons traversé les airs pour venir, nous avons accepté de quitter Bamako pour venir à Gao, beaucoup de personnes auront pu le faire. C'est un sacrifice, d'aucuns le feront. Rassurez-vous que nous allons transmettre le message à qui de droit et vous aurez un juge » a conséquemment répondu M. Alhousseini Salaha, Procureur de la République près le TGI de Gao.

L'échange franc et courtois s'est poursuivi dans le hall du Tribunal en chantier sous le regard du représentant du Gouverneur de la région de Ménaka, qui a mis l'accent sur la nécessité du fonctionnement de l'appareil judiciaire en disant : « C'est une grosse épine que vous nous retirez du pied. Merci également de nous garantir l'arrivée prochaine du juge ou des juges parce que nous sommes désormais une région, donc un Tribunal de grande instance qui aura besoin

de beaucoup de magistrats » a-t-il ajouté.

Les travaux de réhabilitation de la Maison d'arrêt de Ménaka et du Tribunal de première instance viendront résoudre plusieurs problèmes auxquels sont confrontées les autorités. « Une ville sans justice c'est vraiment du désordre total. C'est la justice qui met de l'ordre, c'est la justice qui est le socle de la démocratie, de l'état de droit, c'est la justice qui garantit la sécurité, la paix et le développement dans une localité. Je suis très fier de cette mission de Ménaka parce qu'elle augure beaucoup de chose pour cette localité. Les populations l'ont déjà dit et nous avons senti qu'il y a vraiment un problème de justice qu'il faut vite combler. Les mesures les plus urgentes seront de nous organiser pour tenir une audience foraine dès que les infrastructures sont prêtes pour que la population de Ménaka sache que la justice est là, qu'elle peut vivre paisiblement et vaquer tranquillement à ses occupations habituelles » a déclaré M. Moustapha Samaké, Président du Tribunal de Grande Instance de la région de Gao.

Pour sa part, le Directeur régional de l'administration pénitentiaire se voit en mesure, avec cet appui de la MINUSMA, de désengorger la Maison d'arrêt de Gao et voir l'arrêt des transfèrements des prisonniers de Ménaka à Gao, un axe particulièrement dangereux. « Ça sera un ouf de soulagement pour l'administration pénitentiaire. Puisque cela va nous permettre de rendre opérationnel cet établissement dans la mesure où tout le personnel nommé pour son fonctionnement a été déjà nommé et attend à Gao. A la fin des travaux, ils viendront s'installer à Ménaka pour prendre fonction et cela va nous permettre de désengorger la maison d'arrêt de Gao. Ça sera l'occasion pour nous d'arrêter le transfèrement des détenus de Ménaka à Gao » a expliqué le Capitaine Lamissa Berthé, Directeur régional de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée de Gao.

Dans son allocution, M. Issa Thioune, représentant du Chef du bureau régional de la MINUSMA à Gao et chef de la section des affaires judiciaires et pénitentiaires a salué l'intérêt des populations sur le retour de la justice à Ménaka et aussi la volonté des autorités à combler ce vide. Il a par ailleurs expliqué l'importance des quatre projets à impact rapide sur la commune urbaine de Ménaka « L'objectif est d'accompagner la remise en service du Tribunal et de la Prison de Ménaka, de la Radio rurale et du Stade omnisport de Ménaka. Le retour des services de la justice est un facteur important dans la restauration d'une paix durable, la cohésion sociale, la protection des civils et le respect des droits de la population et leur accès au service de la justice ».

"EN TRAVERSANT MÉNAKA, VOUS SENTEZ LE CHANGEMENT DU VISAGE DE LA VILLE"

Compte tenu de leurs missions d'éducation, de développement et de divertissement, la MINUSMA a jugé utile de donner également un coup de jeune à la station de radio rurale et au stade de la localité. Le Chef du bureau régional de la MINUSMA à Gao dira que « la radio et le stade omnisport sont deux éléments importants de l'épanouissement de la communauté en général. Ils sont aussi des outils qui, s'ils sont utilisés à bon escient, contribuent efficacement au renforcement de la paix et de la stabilité sociale ».

Ibrahim Gariko, Directeur de la radio rurale de Ménaka, a exprimé son bonheur de voir cette radio réhabilitée, équipée et bientôt en mesure d'émettre au-delà de 100 kilomètres autour de la ville de Ménaka. « Nous avons bénéficié aujourd'hui de l'aide la MINUSMA pour réhabiliter la radio et cela est salubre. Nous avons bénéficié de beaucoup de matériel et nous avons trois sources d'alimentation que sont l'énergie solaire, le groupe électrogène et la ligne électrique de la ville. Le matériel acquis nous permettra d'être à la hauteur des souhaits des auditeurs. Nous avons commencé à faire des essais et bientôt nous allons élaborer notre grille de programme réactualisé au bénéfice des communautés. Nous allons beaucoup œuvrer dans le cadre de la cohésion sociale qui s'est vraiment effritée et nous allons sérieusement travailler pour rétablir le caractère de terre d'hospitalité et du vivre ensemble que nous connaissons de Ménaka ».

Depuis bientôt trois ans, la MINUSMA soutien plusieurs projets dans la ville de Ménaka. Elle continue encore à fournir gratuitement 100 litres de gasoil chaque jour pour l'alimentation électrique de la ville. « Merci infiniment à notre partenaire de tous les jours, la MINUSMA. La MINUSMA a toujours été là depuis que nous étions déportés à Gao. En traversant Ménaka, vous sentez le changement du visage de la ville. Tout ça, c'est grâce aux efforts et l'accompagnement de la MINUSMA. Aujourd'hui nous avons fait le lancement de la prison, de la radio, du stade omnisport et du palais de justice. Les semaines passées nous avons fait le lancement d'autres chantiers à savoir, la gendarmerie, le camp de garde, la police, le logement des préfets et leurs bureaux, nous risquons de passer toute la journée ici en voulant citer les soutiens de la MINUSMA à Ménaka » a conclut M. Mohamed Lamine Haidara, représentant du Gouverneur de la région de Ménaka.

LA MINUSMA RENFORCE LA SECURISATION DES POPULATIONS CIVILES A TRAVERS L' "OPERATION MEDICA"



La MINUSMA a mené une vaste opération de sécurisation dénommée « Opération MEDICA » du 16 au 19 août dernier dans le Nord du pays. Cette opération a mobilisé des Unités des forces spéciales, des Unités Togolaises et Burkinabè basées à Tombouctou, appuyées par un important dispositif de surveillance aérienne. L'objectif était de contrôler les principaux axes routiers Douentza-Bambara-Tombouctou; Douentza-Hombori-Gossi-Gao et de rassurer les populations.

La situation sécuritaire sur ces principaux axes demeure en effet préoccupante. Attaques terroristes et incidents sont malheureusement souvent perpétrés contre les populations, les Forces de Défenses et Sécurité maliennes, ou encore les escortes de l'ONU. Cette situation a ainsi une conséquence directe sur le quotidien des populations, qui ont du mal à se faire approvisionner en vivres. « Nous conduisons cette opération dans plusieurs localités, pour contrôler les sources d'approvisionnement, identifier les caches des terroristes, pour améliorer la situation sécuritaire dans ces zones où les attaques sont fréquentes, afin de faire progresser le processus de paix, » explique le Commandant de la force de la MINUSMA, le Général Michael Lollesgaard.

Au cours de cette vaste opération, le Secteur Ouest de la MINUSMA, a déployé une Compagnie Togolaise et une autre du bataillon burkinabè, qui ont conduit des escortes de convois sur l'axe Douentza-Bambara-Tombouctou; Douentza-Hombori-Gossi-Gao. Une deuxième compagnie burkinabè déployée à Bambara Maoudé, a établi des checkpoints et assuré des patrouilles. Ce dispositif était par ailleurs appuyé par une surveillance aérienne (El Salvador). Cette forte présence de la MINUSMA permet, d'une part,

de dissuader les actes hostiles souvent répétés dans ces zones, et d'autre part permet le ravitaillement en carburants et en vivre des régions du Nord.

Dans le cadre de la coopération entre les militaires et les populations, le Général Michael Lollesgaard, a remis 140 kits scolaires à l'école fondamentale de Dakakoro et Arsy, offert par le Secteur Ouest et des produits pharmaceutiques, d'une valeur de 1.800.7500 F CFA au Centre de Santé Communautaire (CSCOM) du village d'Inadiatafane, offert par le contingent nigérian de l'hôpital niveau II de la MINUSMA. La cérémonie de remise de ses dons s'est déroulée, le 17 août dernier, à Bambara Maoudé, lors de sa visite de terrain pour constater le déroulement de l'opération dans cette partie du Secteur Ouest.

Lors de son déplacement sur le terrain, et soucieux de leurs préoccupations, le Général Michael Lollesgaard a également rencontré au village d'Inadiatafane le chef du village et le représentant du Maire de cette localité, en présence des leaders communautaires. « Les Nations Unies sont au service du maintien de la paix, à travers le monde et en faveur des populations. Nous avons besoin de votre collaboration pour réussir cette mission dans votre pays, » a déclaré Michael Lollesgaard.

Les populations se disent honorées par la présence de la MINUSMA à leurs côtés. « Vous êtes venus nous donner des médicaments pour soigner nos malades, des cahiers pour mettre à nos enfants d'aller à l'école, nous vous remercions pour ce geste salutaire. Cette présence physique des soldats de la paix parmi nous est dissuasive et permet aux populations de vaquer à leurs occupations en toute confiance, sans crainte d'être attaquées, » a souligné M. Alousseini Yoro, représentant du Maire de Bambara Maoudé.

À TAKALOT, L'UNITÉ SPÉCIALE NÉERLANDAISE DE LA MINUSMA VIENT EN AIDE AUX DÉPLACÉS INTERNES



L'Unité spéciale néerlandaise de la MINUSMA a offert des vivres et des non-vivres aux personnes déplacées internes de Takalot, une localité située à environ 30 km au sud-est de Kidal. C'était à la faveur d'une visite de terrain menée avec des représentants du Bureau régional de la MINUSMA à Kidal, notamment la section des Affaires civiles. Visite dont le double objectif était d'une part d'offrir ces dons, mais aussi de recenser les problèmes des déplacés internes qui ont rejoint cette localité en provenance de Kidal, suite aux derniers affrontements qui y ont opposé les groupes armés. Ces personnes ont ainsi été chassées de leur foyer et privées de sécurité, de toit, de nourriture, d'eau et de moyens de subsistance, posant ainsi la nécessité de leur venir en aide.

Ce don est essentiellement composé de médicaments, de vivres, de moustiquaires et d'une enveloppe substantielle de 500.000 F CFA. Il est le fruit d'une œuvre de charité initiée au sein des camps militaires

allemand et néerlandais de la MINUSMA à Gao où une collecte de fonds a été organisée, afin de secourir les personnes en situation de vulnérabilité et de grande précarité. Le choix des 70 familles déplacées internes de Takalot était bien à propos, puisque la plupart des bénéficiaires, même s'ils ont rejoint des membres de leurs familles, gèrent leur quotidien avec des moyens de subsistance très limités.

Les récipiendaires, dont le nombre total est estimé à 370, sont en majorité des femmes, des enfants et des personnes âgées. Ils n'ont pas manqué de remercier la MINUSMA pour son initiative, et exprimé leur joie de recevoir cette importante assistance qui vient à point nommé, en cette période où le paludisme fait rage dans la région. Cette activité en faveur des déplacés internes est la deuxième du genre menée dans la région de Kidal par l'Unité spéciale néerlandaise qui prévoit de faire très prochainement d'autres dons de plus grande envergure.

ENBREF

12 AOÛT

Le Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU et Chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif, a reçu aujourd'hui le Directeur général du bureau des affaires étrangères au Ministère de la Défense de la Chine, Vice-Amiral Guan Youfei. Les échanges ont porté sur la contribution de valeur de la Chine aussi bien en appui à la MINUSMA qu'à la cause de la paix, stabilité et développement au Mali.



15 AOÛT :

Un hommage vibrant a été rendu tôt ce matin par la MINUSMA et les autorités Maliennes au soldat de la paix du contingent Tchadien décédé dans la région de Kidal le 7 août dernier.

La cérémonie d'adieux s'est déroulée sur le tarmac de l'Aéroport International Président Modibo Keita Sénou de Bamako où il a été salué une dernière fois.



16 AOÛT : LA FORCE DE LA MINUSMA FAIT UN DON DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES À L'HÔPITAL RÉGIONAL DE TOMBOUCTOU

Le 15 août dernier, le contingent Bangladesh BANSING 5 de la MINUSMA basé à Tombouctou a procédé à un don de produits pharmaceutiques composés de substances à perfuser et d'antibiotiques, à l'hôpital régional de Tombouctou, dont la valeur s'élève à 1.200.000 F CFA. Cette remise s'inscrit dans le cadre des activités civilo-militaires qui permettent de soulager la souffrance des populations les plus vulnérables, mais aussi d'instaurer la confiance entre les communautés et le personnel Onusien.

La cérémonie de remise s'est déroulée dans l'enceinte de la Direction Régionale de la Santé de Tombouctou. Elle a réuni le représentant du Directeur Régional du Conseil de cercle de Tombouctou, le Directeur Régional de la Santé, des autorités locales de Tombouctou, ainsi que le Commandant BANSING5. Ce geste vise à renforcer les



capacités de cette structure de santé en médicaments pour faciliter l'accès des soins aux populations nécessiteuses.

Le contingent Bangladesh BANSING 5 a été déployé à Tombouctou, le 17 mai 2016, Il est constitué de quarante-trois éléments. Les forces du BANSING 5 assurent la télécommunication au sein du Secteur Ouest de la MINUSMA.

16 AOÛT : LA MINUSMA FINANCE UN PROJET À IMPACT RAPIDE AU PROFIT DES FEMMES DE TOMBOUCTOU

Le mardi 16 août, la Section des Affaires Civiles de la MINUSMA à Tombouctou a procédé au lancement officiel du projet de construction d'une Unité de transformation des produits locaux au profit du Cadre de Concertation d'Associations des Femmes de la Commune Urbaine de Tombouctou. Financé à hauteur de 25.000.000 F CFA par la Mission Onusienne, ce projet s'inscrit dans le cadre des projets à impact rapide qui visent à contribuer à la relance du développement économique, au renforcement de la stabilité, de la cohésion sociale et du vivre ensemble des communautés.

La cérémonie de lancement, s'est déroulée à la Direction Régionale de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (DRPFEF). Présidée par le sous-préfet de Tombouctou, rassemblant une centaine de femmes de toutes les communautés de Tombouctou, en présence des autorités de la ville, de la Directrice Régionale de la Promotion de la Femme de de l'Enfant et de la Famille(PFEF), ainsi que du Chef du Bureau Régional de la MINUSMA et du Chef de la Section des Affaire Civiles. « Le projet vise à encourager le processus de la stabilisation de la région, le retour de la paix et de la cohésion sociale à travers les activités génératrices de revenu, » a expliqué Riccardo Maia, Chef de bureau.

Le Cadre de Concertation et d'Associations des Femmes de la Commune Urbaine de Tombouctou regroupe huit (8) associations d'envergure régionale et nationale. Il a pour buts : appuyer les femmes dans la relance des activités génératrices de revenu ; favoriser l'inclusion et la cohésion sociale ; promouvoir les droits des femmes et des filles. « Ce projet va nous aider à renforcer la cohésion sociale, fragilisée par la crise de 2012, que notre pays a connus. Mais aussi à accroître la production locale et l'autonomisation des femmes, » a martelé Mme Benbarka Fatouma Albadia, Directrice Régionale de la Promotion de la Femme de de l'Enfant et de la Famille(PFEF).



17 AOÛT :

L'Adjoint au Chef de la Police des Nations unies (UNPOL) M. Jean-Frédéric Sellier, s'est rendu hier dans la région de Gao. Hier soir, il participait avec la police Nationale Malienne à une patrouille nocturne dans la ville afin de mieux appréhender le travail des policiers sur le terrain et leur apporter tout son soutien.

Chaque jour, les membres des forces de police de l'ONU, hommes et femmes, renforcent et rétablissent la sécurité par leur présence au sein des communautés, donnent des avis aux services de police nationaux, veillent au respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme et encouragent et rétablissent l'ordre public et l'état de droit.

**17 AOÛT :**

Le Représentant spécial du Secrétaire général au Mali (RSSG) M. Mahamat Saleh Annadif, a rencontré ce matin au quartier général de la MINUSMA l'ambassadrice du Royaume-Uni, Mme Alice Walpole, pour la féliciter pour sa nomination et lui souhaiter la bienvenue au Mali.

Le RSSG a remercié l'ambassadrice pour la contribution de la Grande-Bretagne à la MINUSMA.

**17 AOÛT : RENCONTRE DU RSSG AVEC LE COMMANDANT DE LA MISSION DE FORMATION DE L'UNION EUROPEENNE AU MALI**

EUTM le Brigadier General Eric HARVENT en compagnie de Madame Myriam Bacquelaïne, Cheffe du Bureau Diplomatique de l'Ambassade de Belgique dans le cadre de la prise du 3ème mandat du commandement de la Belgique de l'EUTM

**19 AOÛT :**

Le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Mali et chef de la MINUSMA, M. Annadif a reçu aujourd'hui en audience son Excellence Enrique Castillo Ambassadeur du Costa Rica auprès de la Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord en compagnie de Mme Christiana Figueres, ex-secrétaire exécutive de la convention cadre de l'ONU sur le changement climatique et candidate à la succession du Secrétaire général en 2017. Les discussions ont porté sur le nouveau mandat de la MINUSMA et la situation au Mali d'une façon générale.



**Bamako
106.6**

MIKADO FM

La radio qu'on aime !

Bamako • Gao • Kidal • Mopti • Tombouctou



www.youtube.com/minusma



www.flickr.com/photos/minusma



twitter.com/UN_MINUSMA



<http://minusma.unmissions.org>



www.facebook.com/minusma

